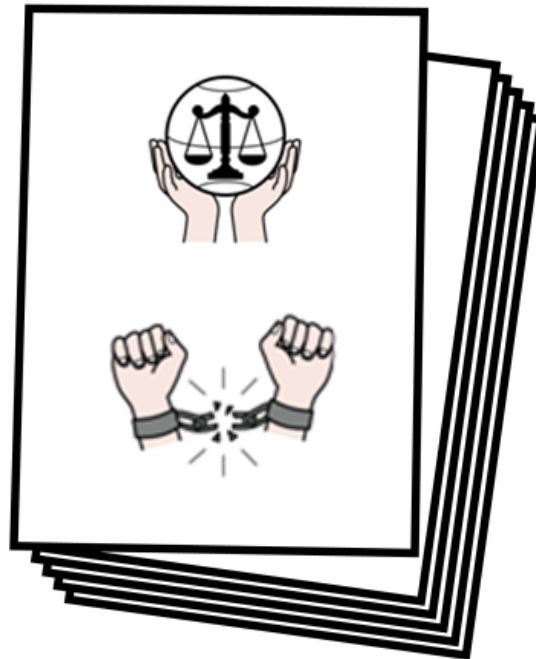
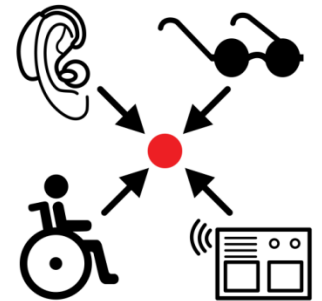
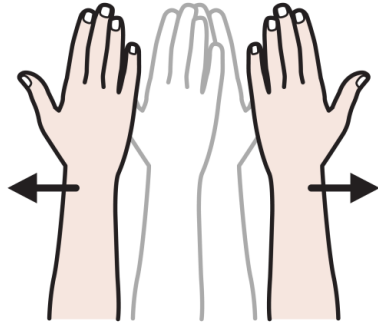


# Livret d'accueil - 2022

*en communication adaptée*

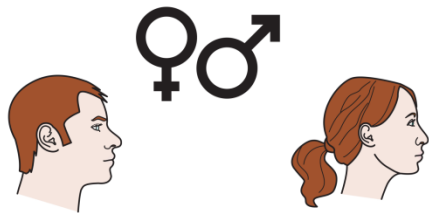


# L'établissement accueille des personnes de toute origine, quelque soit le handicap

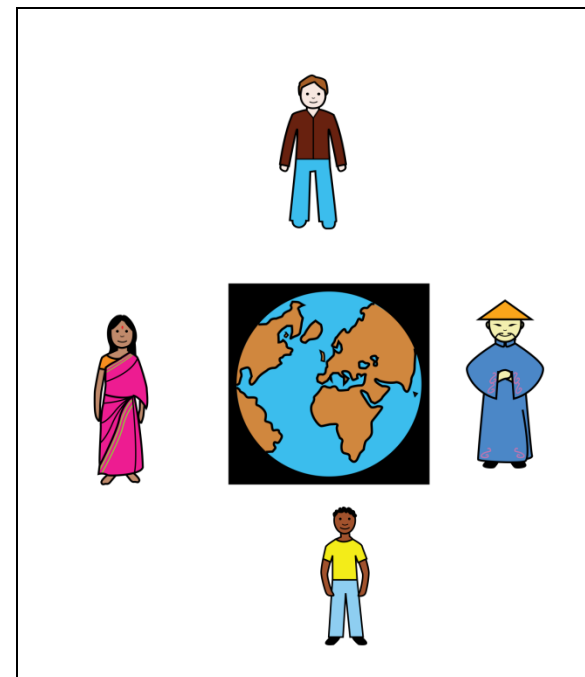
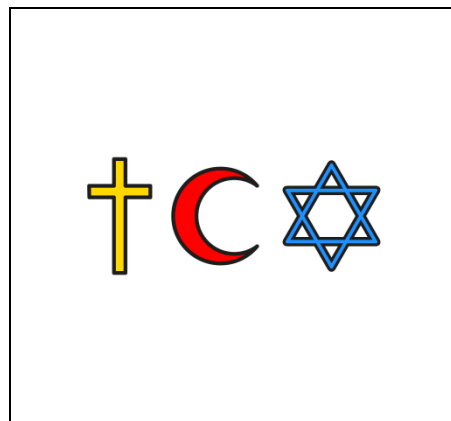
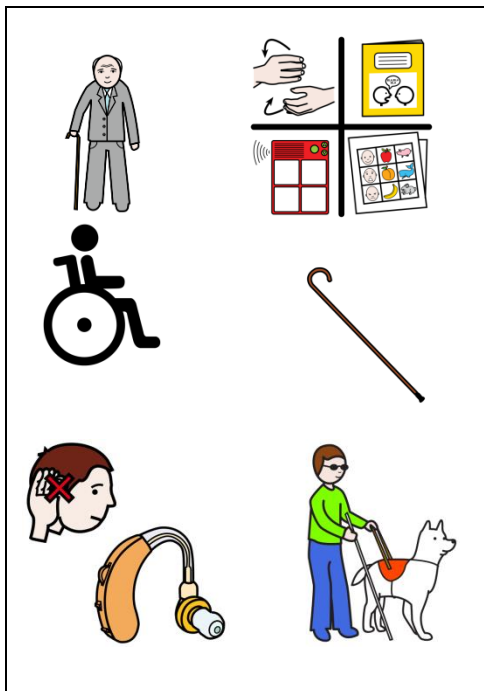


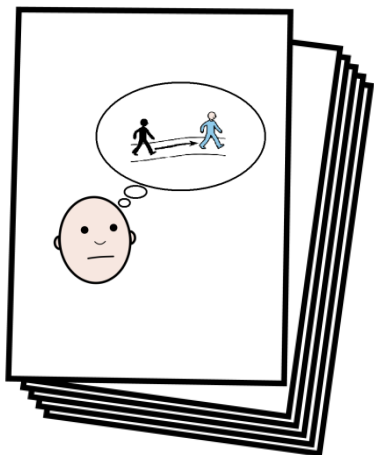
## **Article 1er** : Principe de non-discrimination

Dans le respect des conditions particulières de prise en charge et d'accompagnement, prévues par la Loi, nul ne peut faire l'objet d'une discrimination à raison de son origine, notamment ethnique ou sociale, de son apparence physique, de ses caractéristiques génétiques, de son orientation sexuelle, de son handicap, de son âge, de ses opinions et convictions, notamment politiques ou religieuses, lors d'une prise en charge ou d'un accompagnement, social ou médico-social



# Des hommes et femmes différents, de toutes les religions, du monde entier...





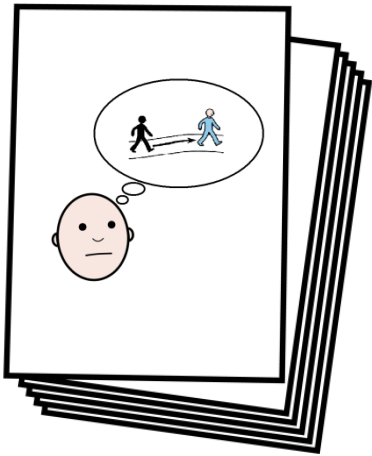
## L'établissement me propose un projet



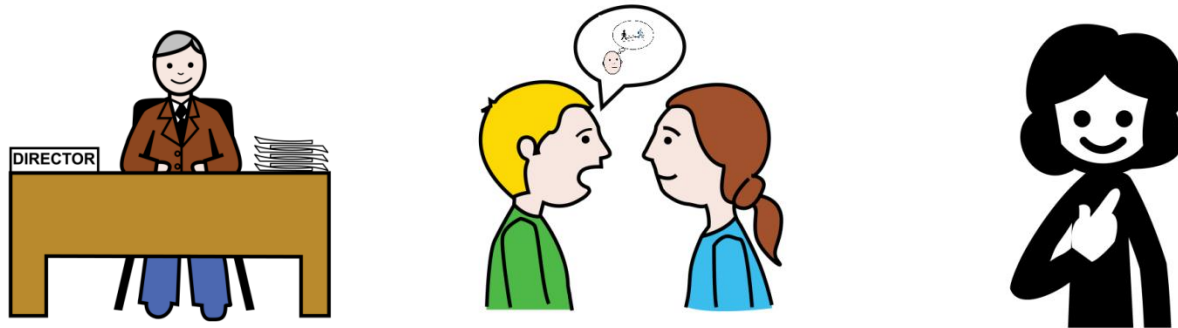
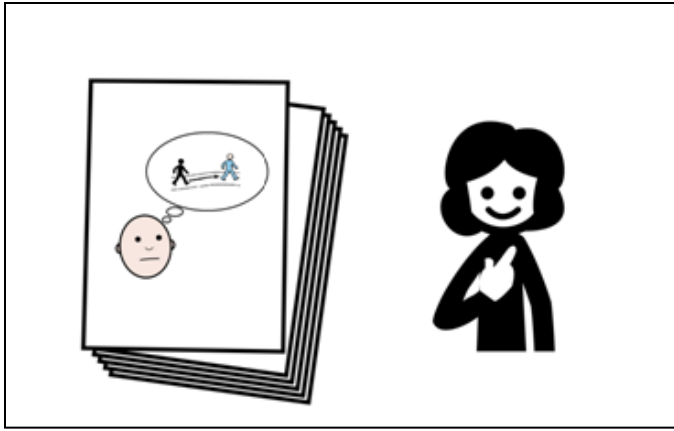
**Article 2** : Droit à une prise en charge ou à un accompagnement adaptés

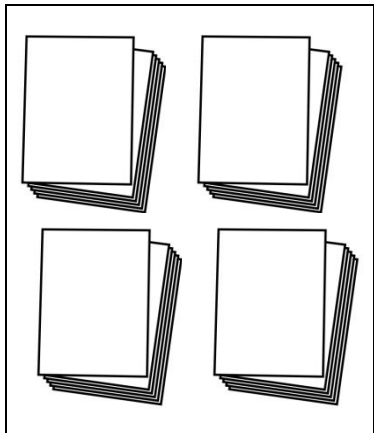
La personne doit se voir proposer une prise en charge ou un accompagnement individualisé le plus adapté possible à ses besoins, dans la continuité des interventions

**Le projet est fait pour moi  
et pas pour les autres**



# Le directeur me parle de mon projet





## Le directeur me donne quatre documents: Livret d'Accueil, le règlement de fonctionnement, le DIPC, la Charte

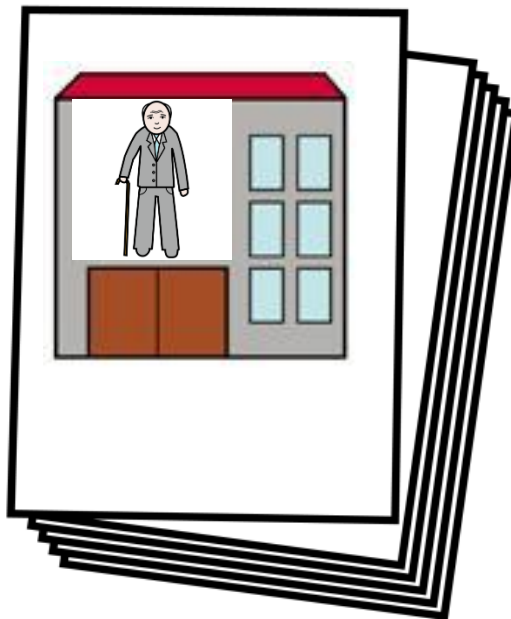


### **Article 3 : Droit à l'information**

La personne bénéficiaire de prestations , a droit à une information claire,, compréhensible et adaptée sur la prise en charge et l'accompagnement demandés ou dont elle bénéficie ainsi que sur ses droits et sur l'organisation et le fonctionnement de l'établissement, ou de la forme de prise en charge ou d'accompagnement. La personne doit également être informée sur les associations d'usagers œuvrant dans le même domaine

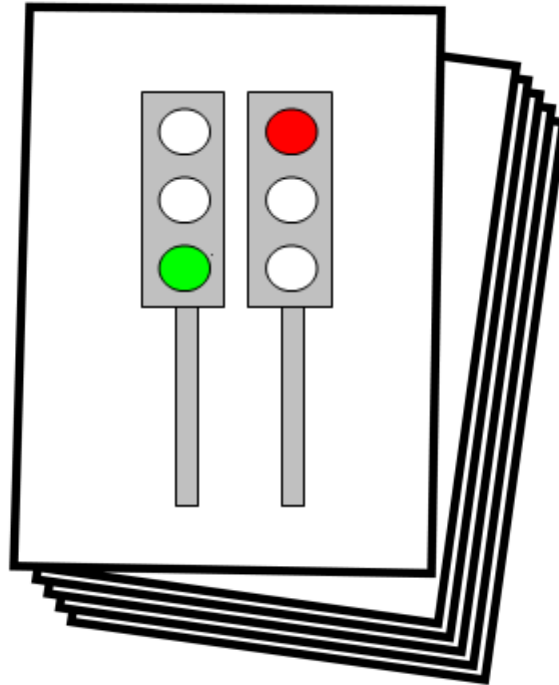
La personne a accès aux informations la concernant dans les conditions prévues par la loi ou la réglementation. La communication de ces informations ou documents par les personnes habilitées à les communiquer en vertu de la loi s'effectue avec un accompagnement adapté.

# Le livret d'accueil

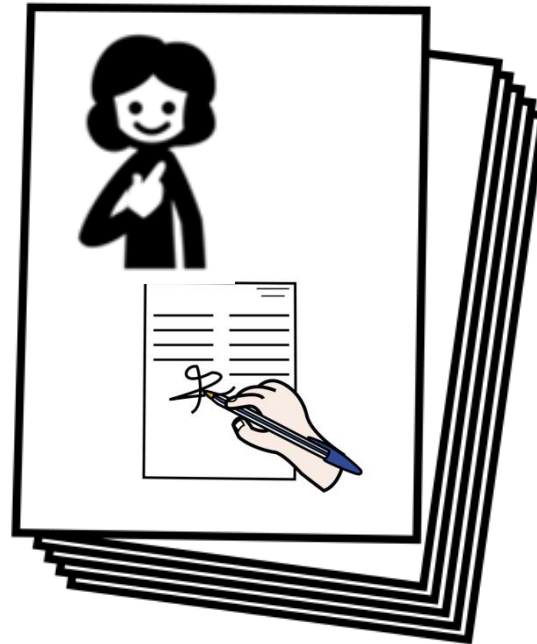




# Le règlement de fonctionnement



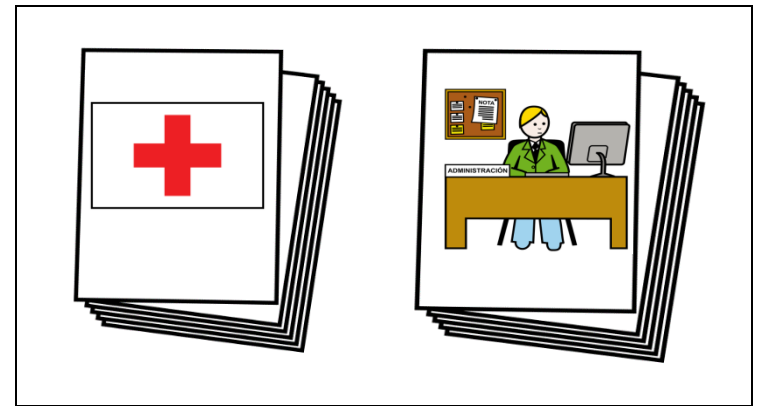
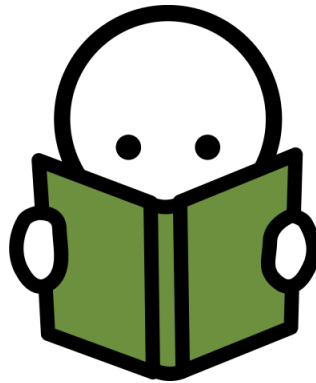
# Le Document Individuel de Prise en Charge - DIPC



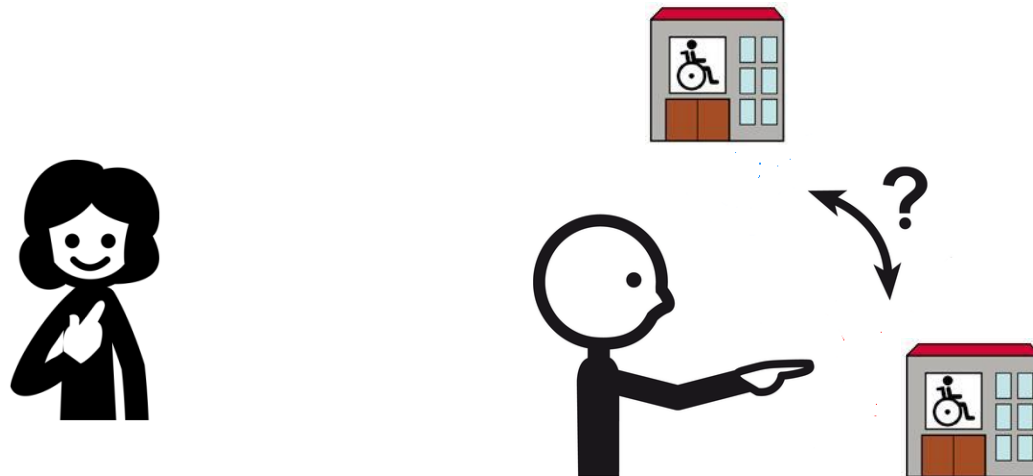
# La charte des droits et des libertés



# Je peux lire mon dossier médical et administratif - Dossier Unique / DU dans le logiciel NETSoins



# Je choisis l'établissement

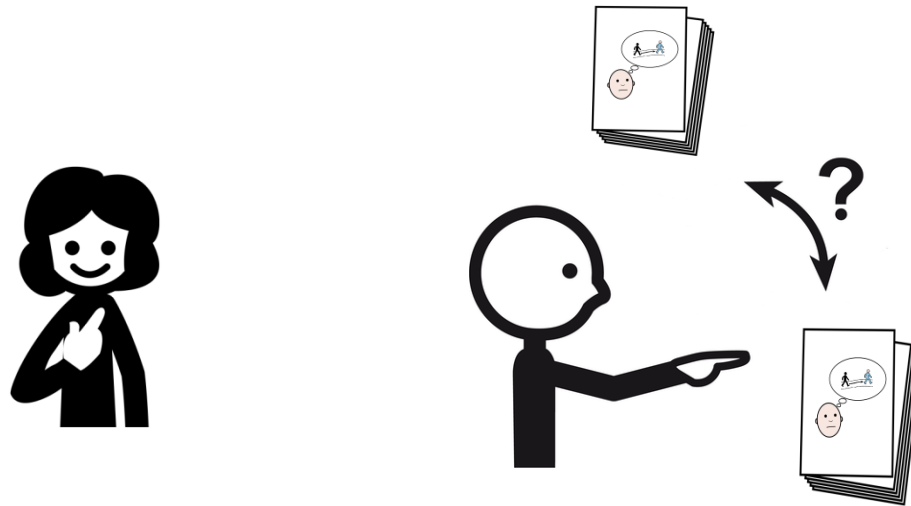


**Article 4 :** Principe du libre choix, du consentement éclairé et de la participation de la personne

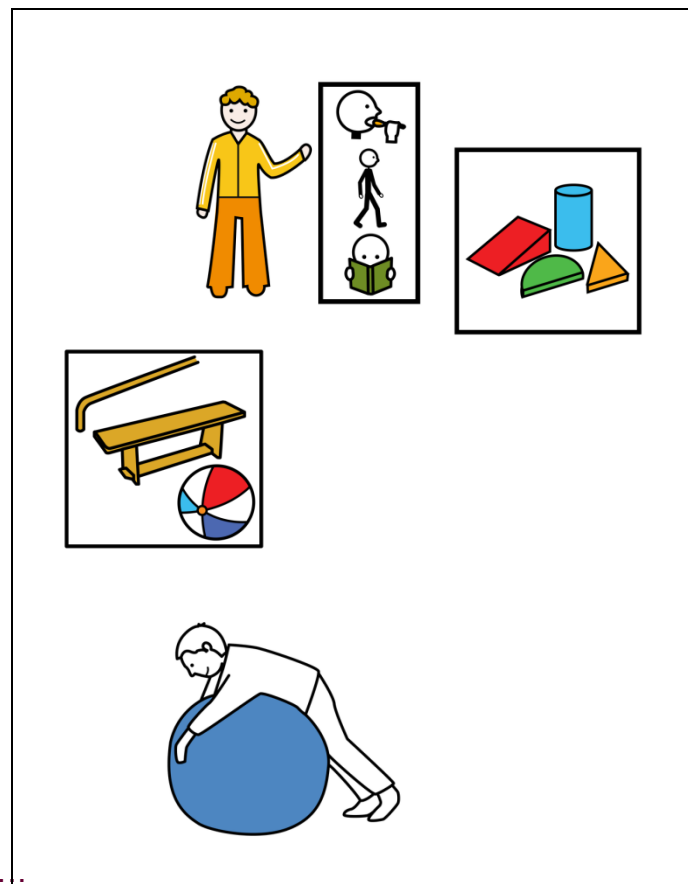
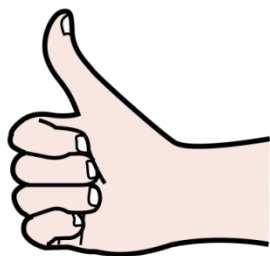
Dans le respect des dispositions légales, des décisions de justice ou des mesures de protection judiciaire ainsi que des décisions d'orientation:

1°) La personne dispose du libre choix entre les prestations adaptées qui lui sont offertes soit dans le cadre d'un service à son domicile, soit dans le cadre de son admission dans un établissement ou service, soit dans le cadre de tout mode d'accompagnement ou de prise en charge

# Je choisis le projet

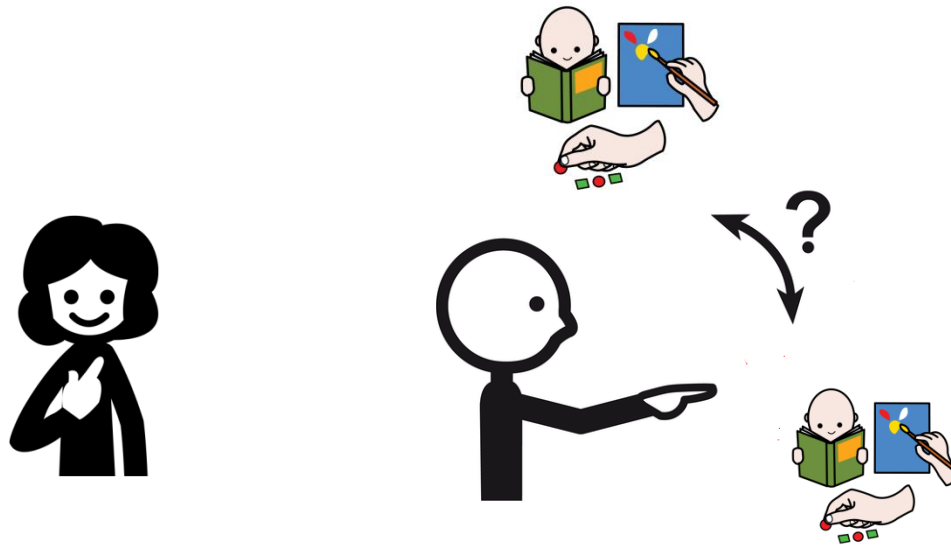


# Je suis d'accord avec les activités proposées



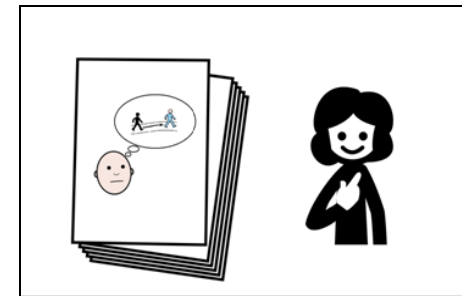
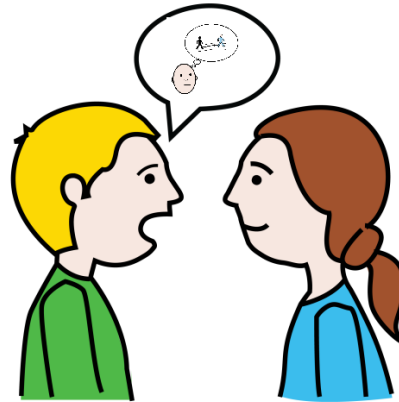
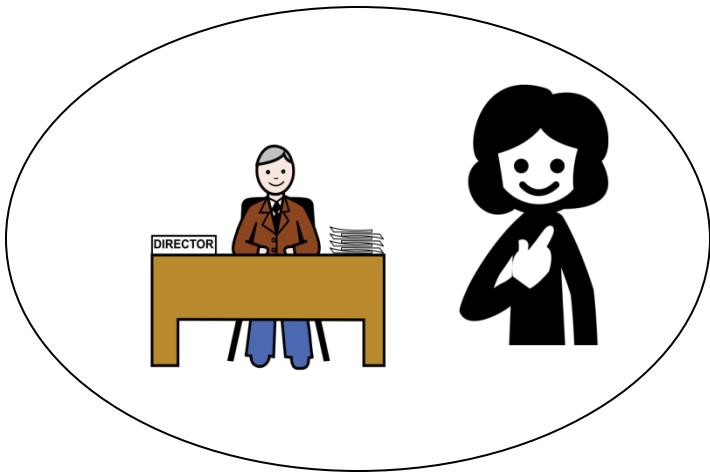
- Activités cognitives, pratiques, sensoriels, socialisantes, culturelles...

# Je choisis les activités

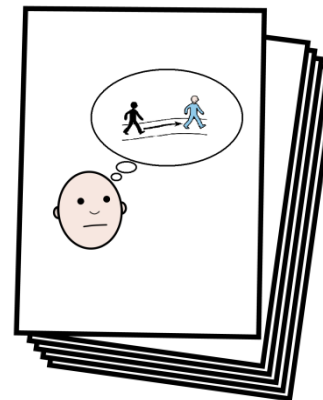




# Le directeur, L'Infirmière Coordinatrice et moi, nous parlons de mon projet

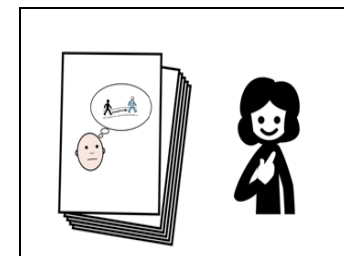
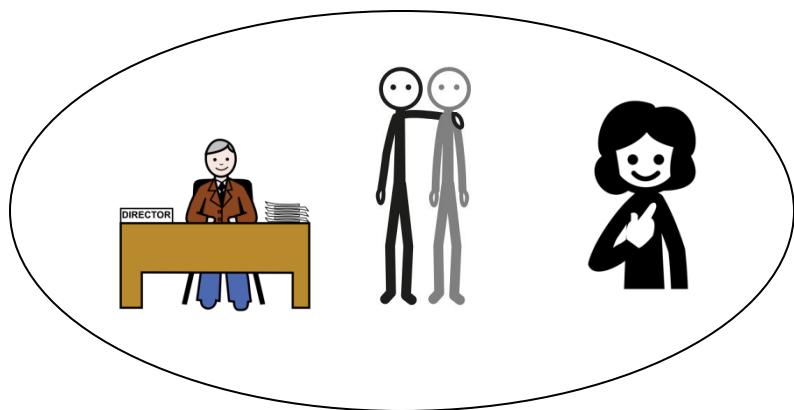


# Je suis d'accord avec le projet



2°) Le consentement éclairé de la personne doit être recherché en l'informant, par tous les moyens adaptés à sa situation, des conditions et conséquences de la prise en charge et de l'accompagnement et en veillant à sa compréhension

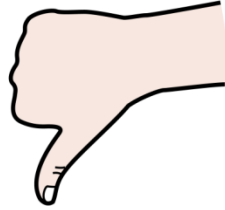
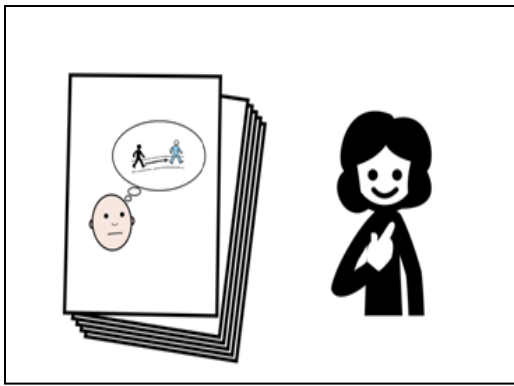
# Le binôme Psychologue + Mon référent associé à l'Infirmière Coordinatrice, et moi écrivons MON projet



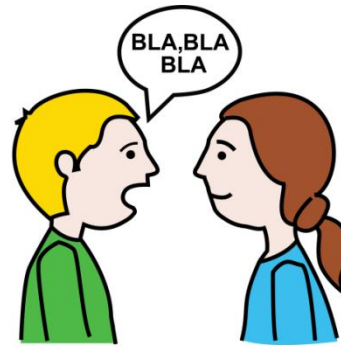
3°) Le droit à la participation directe, ou avec l'aide de son représentant légal, à la conception et à la mise en œuvre du projet d'accueil et d'accompagnement qui la concerne lui est garanti.

Ce choix ou ce consentement est effectué par le représentant légal lorsque l'état de la personne ne lui permet pas de l'exercer directement.

La personne peut être accompagnée de la personne de son choix lors des démarches nécessitées par la prise en charge ou l'accompagnement.



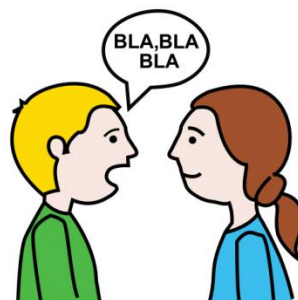
**Si je ne suis plus d'accord,  
je le dis au directeur**



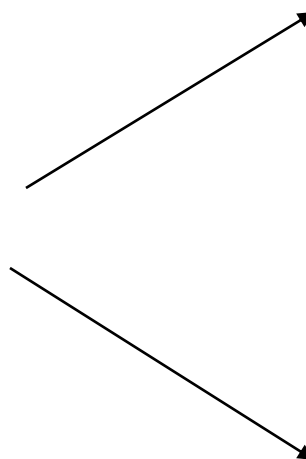
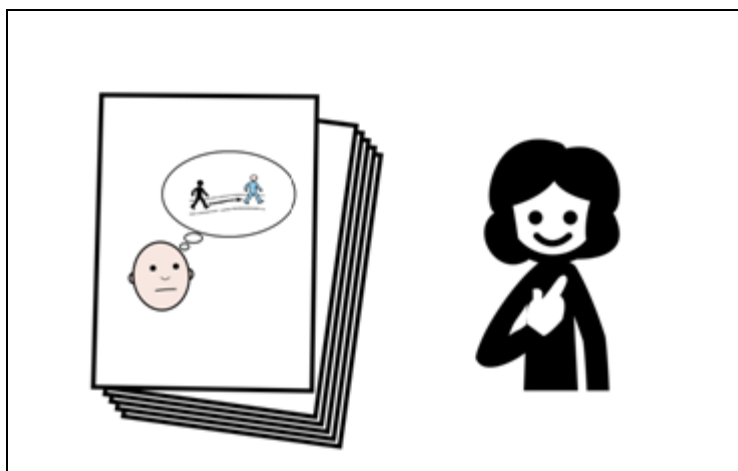
**Article 5 :** Droit à la renonciation

La personne peut à tout moment renoncer par écrit aux prestations dont elle bénéficie ou en demander le changement dans les conditions de capacités, d'écoute et d'expression ainsi que de communication prévues par la présente charte, dans le respect des décisions de justice ou mesures de protection judiciaire, des décisions d'orientation et des procédures de révision existantes en ces domaines

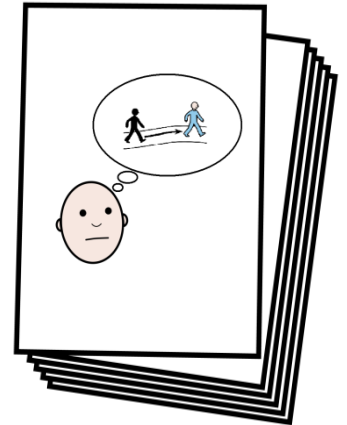
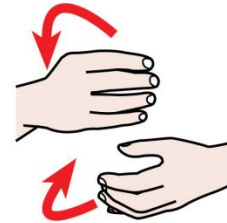
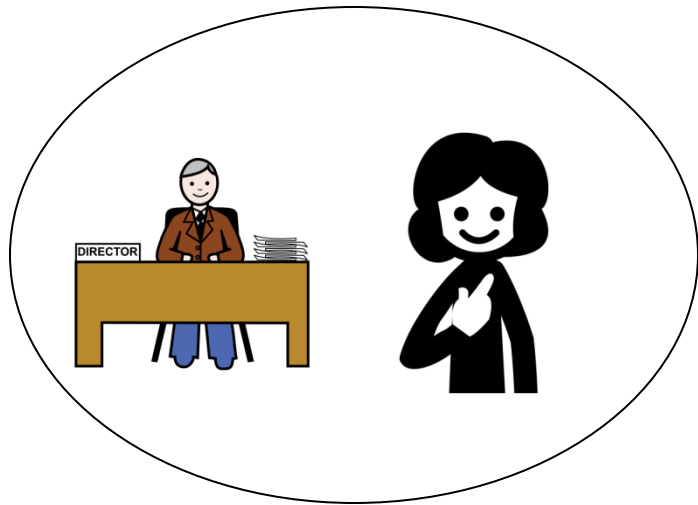
# Le directeur associé à l'Infirmière Coordinatrice parlent avec moi



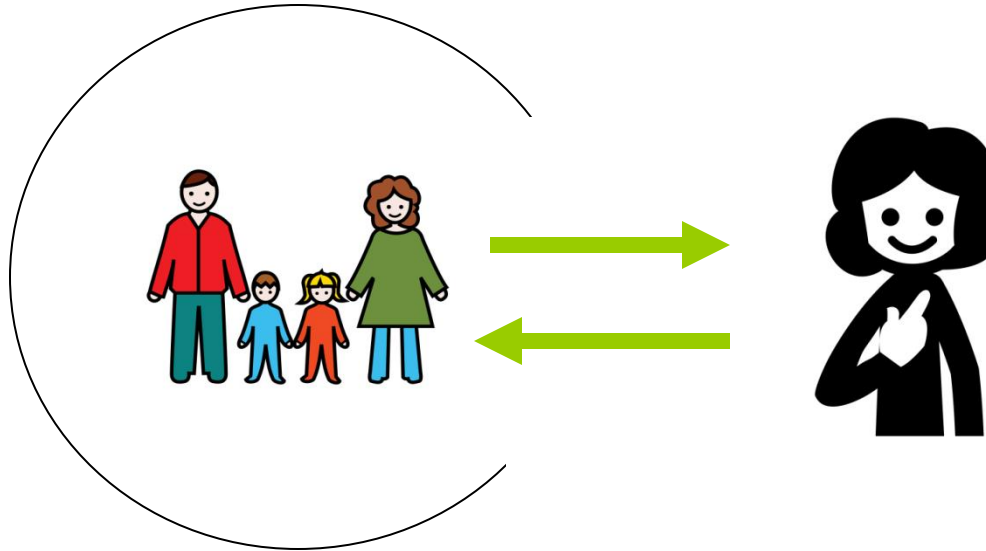
# Le projet est modifié ou annulé



# Le directeur ,associé de ses équipes, et moi écrivons un autre projet



# La famille et moi, on reste en lien

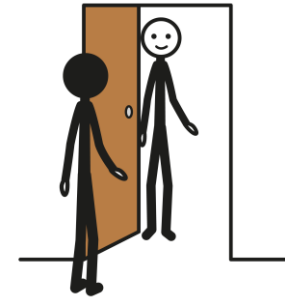


## **Article 6 :** Droit au respect des liens familiaux

Dans le respect du Projet Personnalisé d'Accompagnement PPA et du souhait de la personne, la participation de la famille aux activités de la vie quotidienne est favorisée

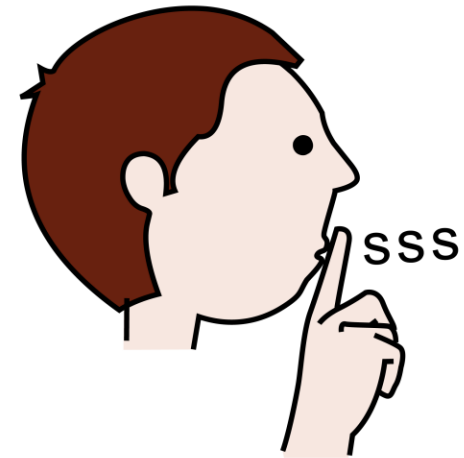
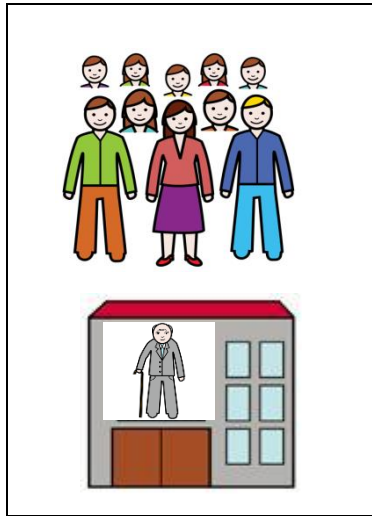
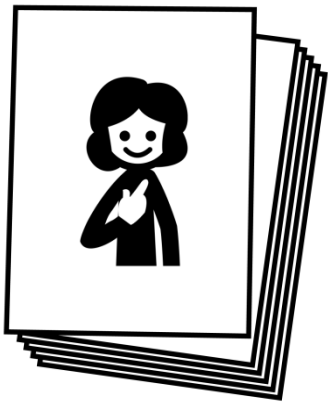


# Ma famille peut venir



La famille peut intervenir et participer à des activités avec inscription au préalable au planning d'activité

# Le personnel de l'établissement garde mon dossier secret

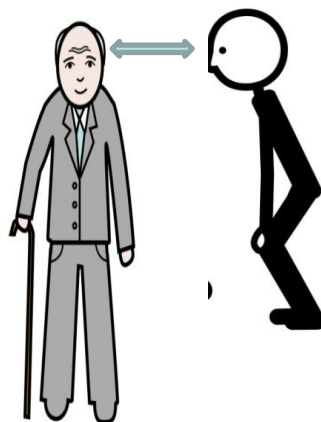


## **Article 7** : Droit à la protection

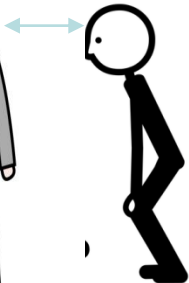
Il est garanti à la personne comme à ses représentants légaux et à sa famille, par l'ensemble des personnels ou personnes réalisant une prise en charge ou un accompagnement, le respect de la confidentialité des informations la concernant dans le cadre des lois existantes.

Il lui est également garanti le droit à la protection, le droit à la sécurité, y compris sanitaire et alimentaire, le droit à la santé et aux soins, le droit à un suivi médical adapté

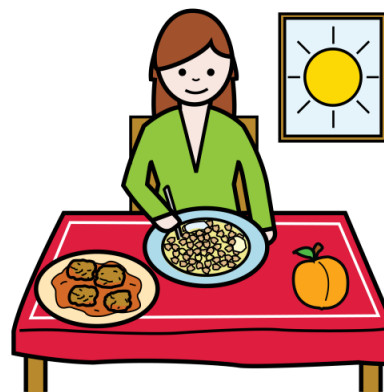
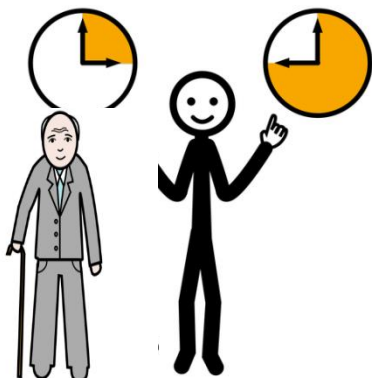
# L'établissement prend soin de moi



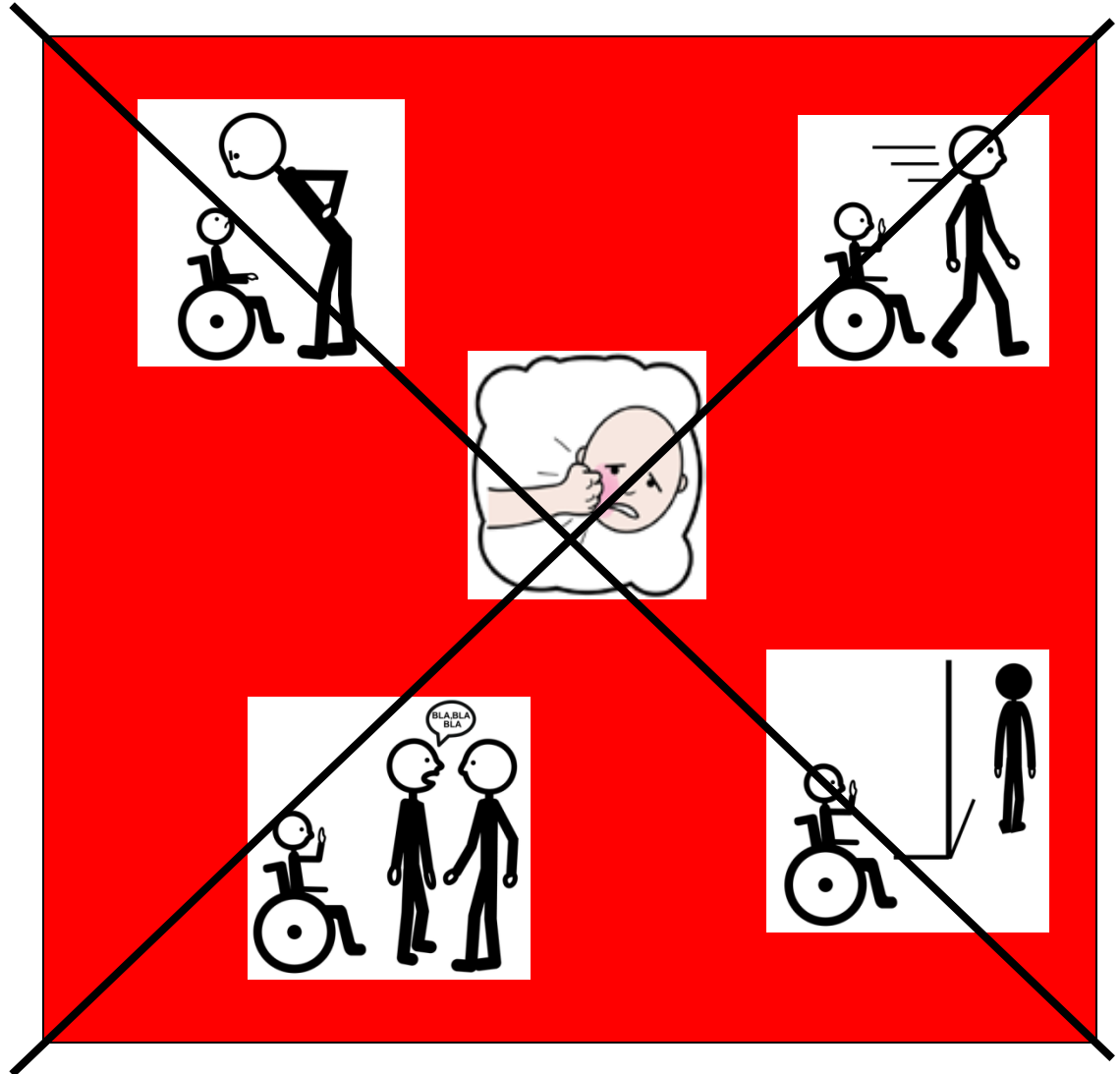
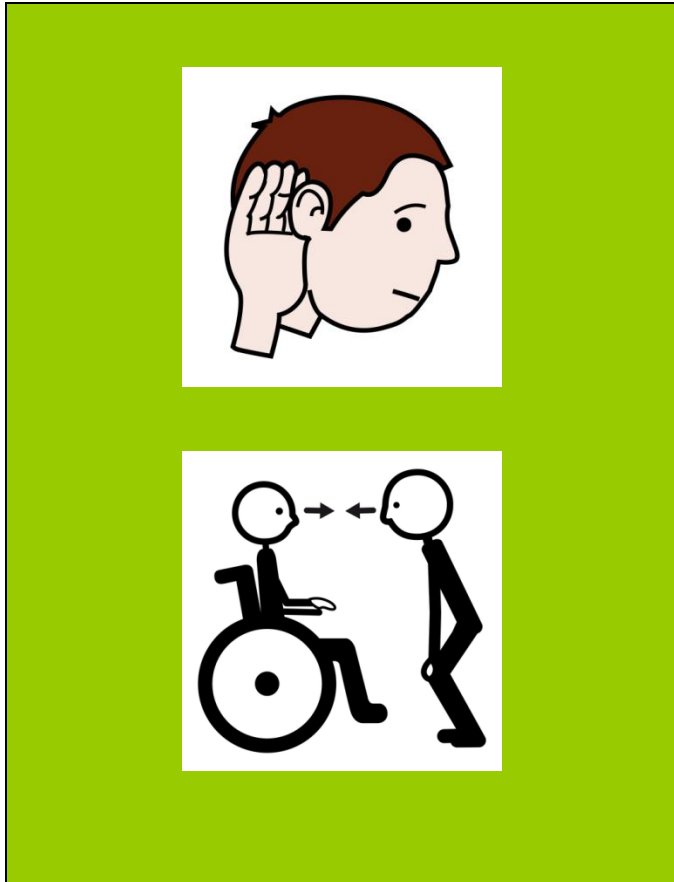
L'établissement prend soin de moi et surveille mon poids, et me permet de maintenir mes aptitudes et préserver mon autonomie.



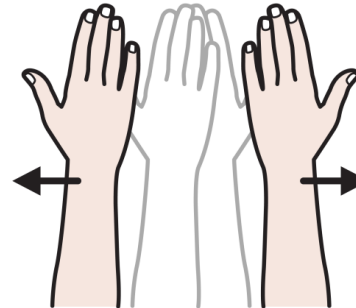
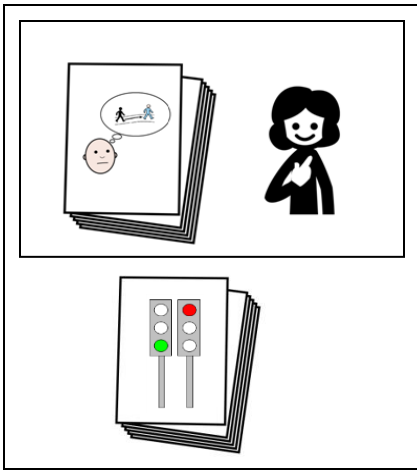
**En me donnant de l'attention et du temps,  
sur le plan des activités, de la nourriture et  
De la relation à l'autre.**



# On m'écoute, on répond à mes demandes Sans m'infantiliser, sans violence



# Selon mon Projet Personnalisé d'Accompagnement et l'organisation, je peux recevoir mes proches pour participer aux activités et/ou prendre ensemble le repas

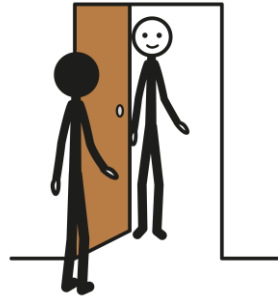
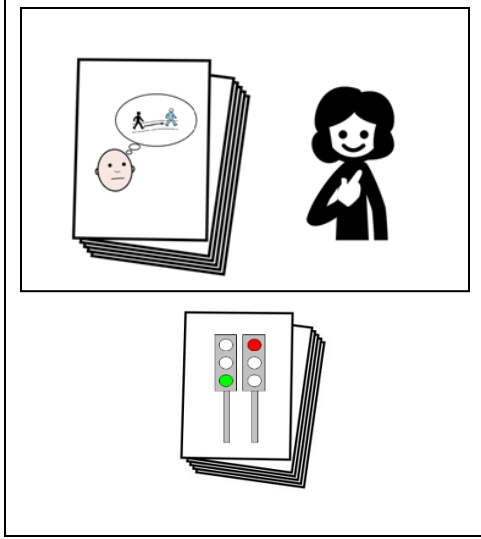


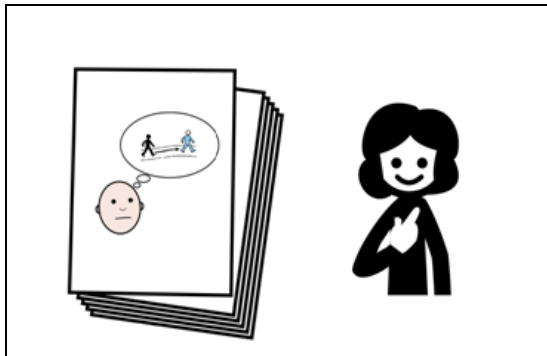
## Article 8 : Droit à l'autonomie

Les relations avec la société, la cité, sont favorisées par des activités communes et des sorties encadrées par les équipes dans le cadre du PPA de chaque personne accueillie.

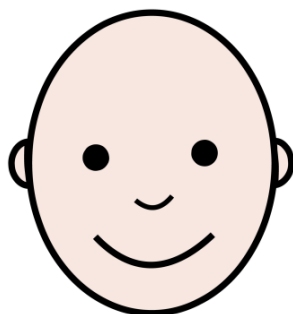
La personne accueillie peut, pendant la durée de son admission au sein de A SERENITA, conserver son argent de poche et en disposer comme bon lui semble mais sans exagération. Si cependant une mesure de protection judiciaire était portée à notre attention, l'établissement devra gérer la situation de la personne accueillie en relation avec la personne nommée par le juge des tutelles.

**Je ne peux rentrer et sortir de  
l'établissement sans  
accompagnement des équipes de A  
SERENITA, sans toutefois me mettre  
en danger**





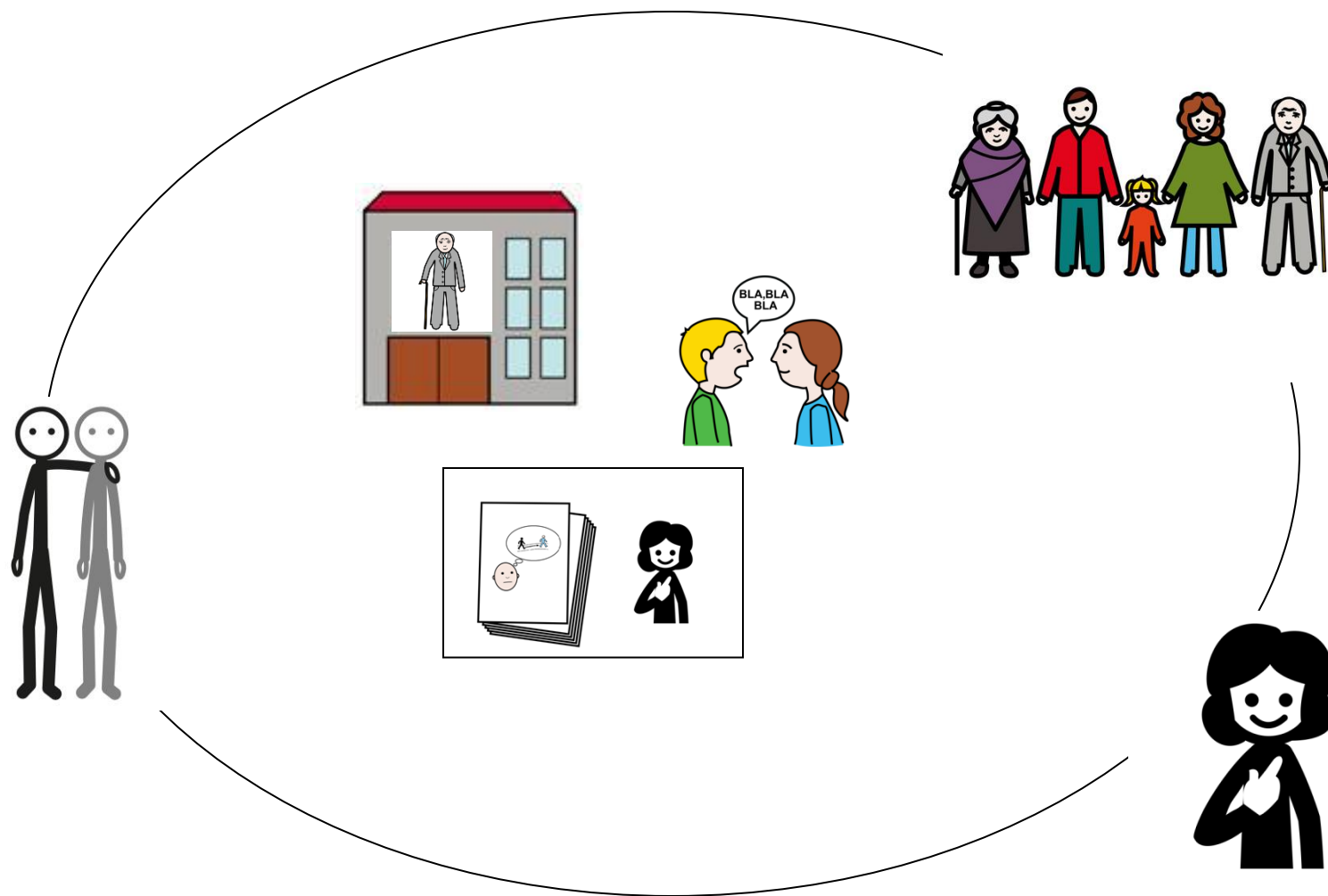
# Mon Projet Personnalisé d'Accompagnement doit veiller à mon bien être psychologique, et relationnel



## **Article 9** : Principe de prévention et de soutien

Les conséquences affectives et sociales qui peuvent résulter de la prise en charge doivent être prises en considération. Il doit en être tenu compte dans les objectifs individuels de prise en charge et d'accompagnement.

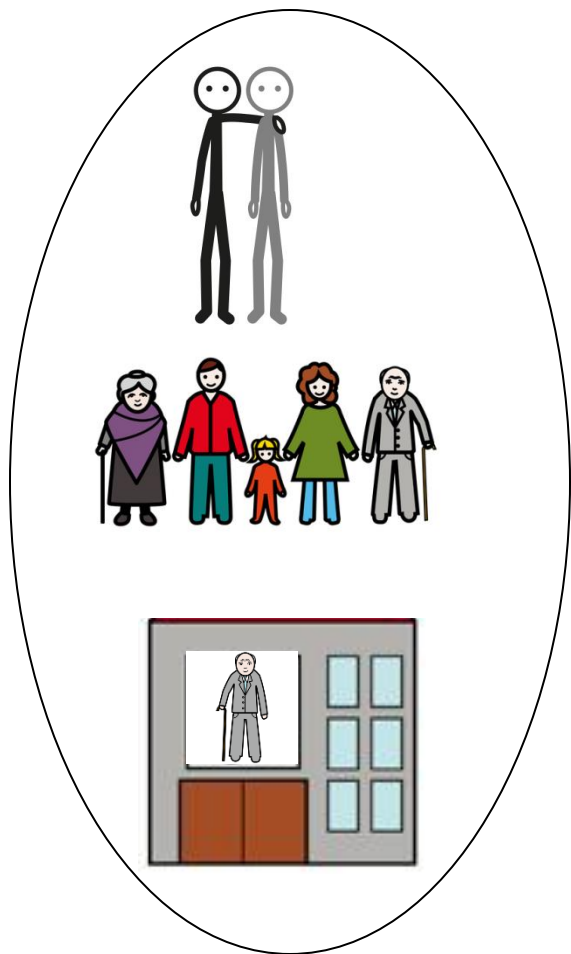




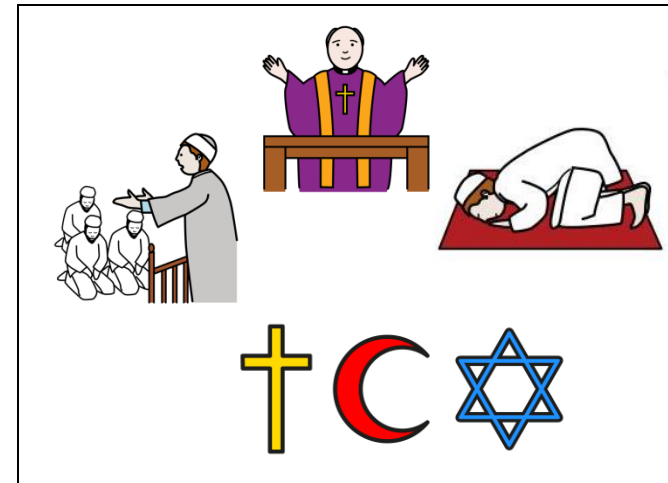
### Article 9 suite

Le rôle des familles, des représentants légaux ou des proches qui entourent de leurs soins la personne accueillie doit être facilité avec son accord par l'institution, dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et des décisions de justice.

# Ma famille et/ou mon tuteur et l'établissement sont là pour m'aider



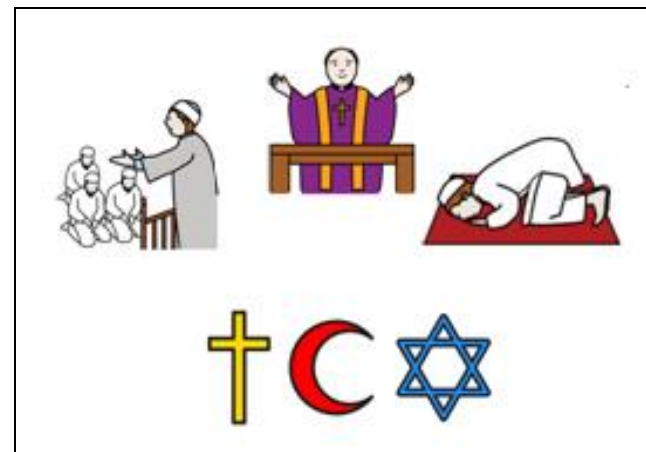
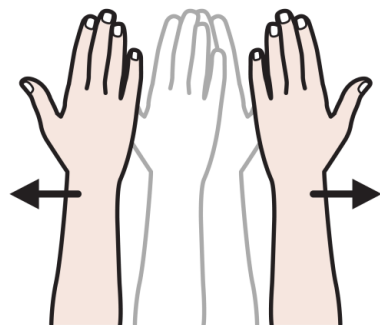
# J'ai le droit à ma religion



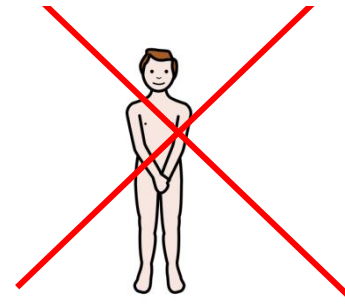
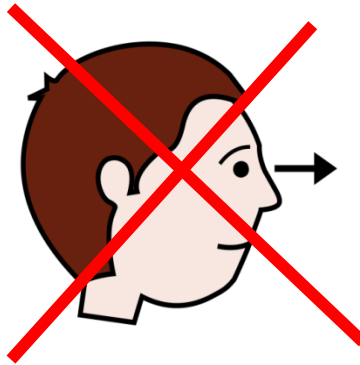
## **Article 11** : Droit à la pratique religieuse

Les conditions de la pratique religieuse, y compris la visite des représentants des différentes confessions, doivent être facilitées sans que celles-ci puissent faire obstacle aux missions des établissements ou services. Les personnels et les bénéficiaires s'obligent à un respect mutuel des croyances, convictions et opinions

# L'établissement peut accueillir des représentants de ma religion



# J'ai droit à mon intimité



**Article 12** : Respect de la dignité de la personne et son intimité

Le respect de la dignité et de l'intégrité de la personne est garanti. Le droit à l'intimité doit être préservé lors des changes de confort et le passage aux toilettes

# Je suis une personne à part entière



=

